

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Semaine du 27 janvier au 2 février 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la position extérieure nette.....2

Le graphique de la semaine2

Fait marquant : Keir Starmer en visite en Chine3

En bref4

Actualités macroéconomiques4

CONJONCTURE4

FINANCES PUBLIQUES ET FISCALITÉ5

MARCHE DU TRAVAIL6

Actualités commerce et investissement6

COMMERCE6

SANCTIONS6

Actualités financières7

REGLEMENTATION FINANCIÈRE7

MARCHES FINANCIERS7

Le chiffre de la semaine : la position extérieure nette

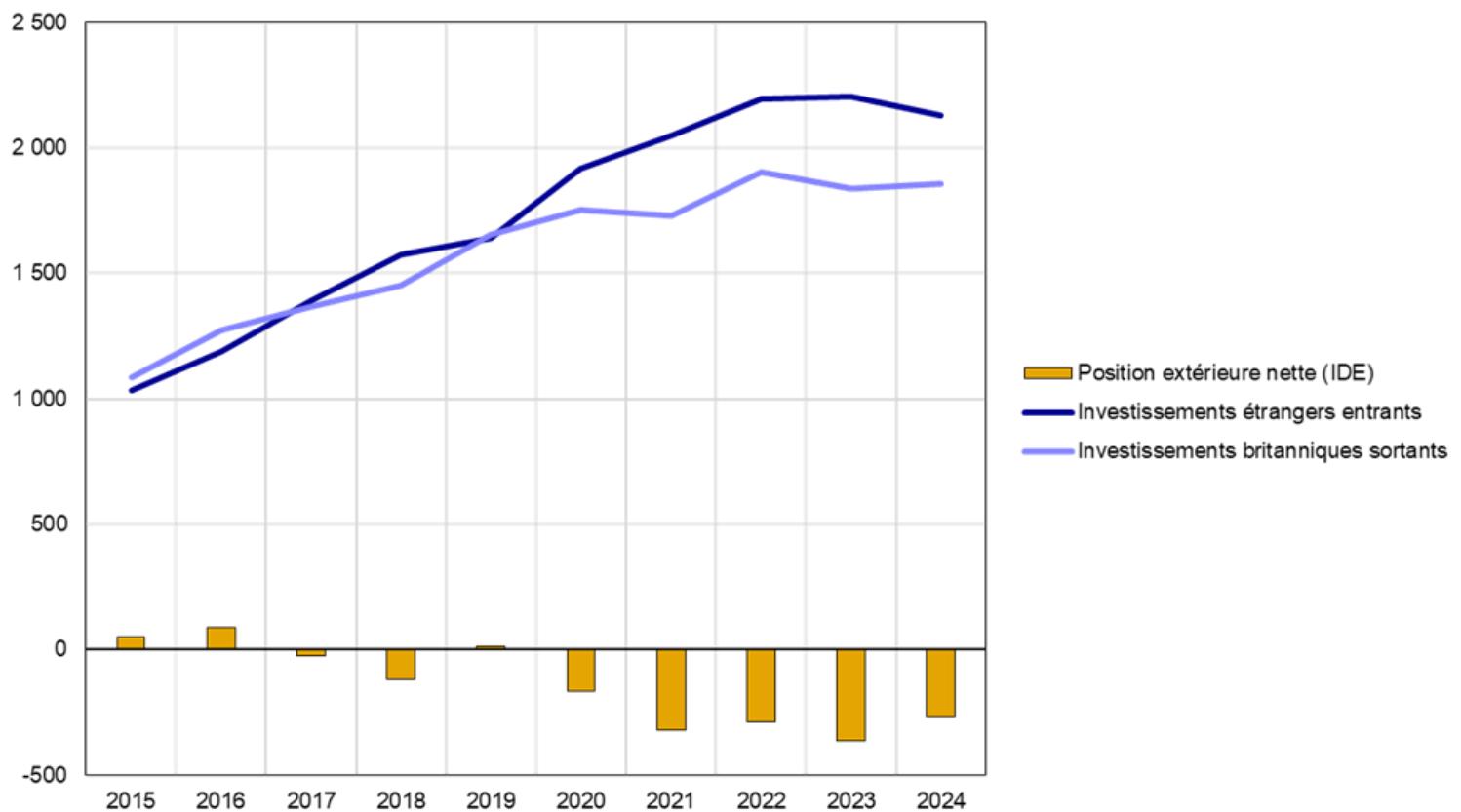
Selon l'[ONS](#), la position extérieure nette du Royaume-Uni pour les investissements directs étrangers (IDE) s'améliore en 2024, sous l'effet d'un repli marqué des investissements étrangers entrants plutôt que d'un regain de l'investissement britannique à l'étranger. La position nette pour les IDE reste négative, à -271 Md£ en 2024, mais s'améliore nettement par rapport à 2023 (-364 Md£). Cette amélioration provient d'une hausse modérée du stock d'IDE sortants (+17 Md£, à 1 856 Md£) combinée à une baisse significative du stock d'IDE entrants (-75 Md£, à 2 128 Md£). L'Union européenne est la seule zone où le stock d'IDE sortants diminue, avec un recul de 162 Md£. À l'inverse, le stock d'IDE en Amérique progresse (+88 Md£) et en Océanie (+46 Md£).

LE CHIFFRE À RETENIR

-271 Md£

Le graphique de la semaine

Position extérieure du Royaume-Uni pour les IDE (Md£)



Source : ONS.

Fait marquant : Keir Starmer en visite en Chine

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est rendu en [Chine](#) la semaine dernière afin de relancer la relation commerciale et d'investissement entre les deux pays. Il s'agit de la première visite en Chine d'un dirigeant britannique depuis 2018. Elle fait suite à plusieurs déplacements ministériels, dont celui de la Chancelière de l'Echiquier Rachel Reeves en janvier 2025. La dernière visite ministérielle en septembre 2025 par le Secrétaire d'État au commerce Peter Kyle avait permis de relancer la [UK-China Joint Economic and Trade Commission](#) soulignant la volonté des deux pays de relancer les discussions en matière commerciale. Après les visites d'Emmanuel Macron en décembre et Mark Carney en janvier, il s'agit également de la troisième visite d'un dirigeant du G7 en Chine en quelques semaines : réagissant à la visite de K. Starmer, le président américain Donald [Trump](#) a déclaré qu'il était « très dangereux » pour le Royaume-Uni de faire des affaires avec la Chine.

Au cours de cette visite, le gouvernement a annoncé environ 2,2 Md£ de contrats d'exportation ainsi qu'environ 2,3 Md£ de gains d'accès au marché sur les cinq prochaines années, en plus de diverses annonces d'investissements chinois et britanniques.

Parmi les annonces de la visite figure notamment une réduction des droits de douane sur le whisky écossais, qui passent de 10 % à 5 %, estimée à environ 250 M£ de bénéfices pour les exportateurs britanniques sur cinq ans. Par ailleurs, le Royaume-Uni a obtenu l'accès au marché chinois pour ses exportations de services juridiques, de vaccins innovants et produits médicaux, de voitures anciennes et de truites.

Du côté des investissements chinois, la marque POP MART prévoit de faire de Londres son hub régional avec l'ouverture de plusieurs boutiques et le constructeur automobile chinois Chery Commercial Vehicles ouvrira son siège européen à Liverpool (voir Veille sectorielle n°4). Dans le secteur énergétique, le fabricant mondial de systèmes de stockages d'énergie HiTHIUM investira 200 M£ au Royaume-Uni afin de financer des technologies améliorant la résilience du réseau électrique britannique.

D'autre part, le gouvernement britannique liste la conclusion de [plusieurs accords d'investissements](#) en Chine qui atteignent un total de 400 M£. À titre d'exemple, l'aéroport de Glasgow Prestwick a annoncé 76 M£ de recettes d'exportations grâce à l'extension de services de fret direct vers la Chine et le fabricant de compléments alimentaires Cultech a signé un nouveau partenariat avec China Resources qui devrait générer jusqu'à 90 M£ d'exportation. De même, l'entreprise pharmaceutique britannique AstraZeneca prévoit d'investir 15 Md£ dans des programmes de R&D en Chine et a conclu un accord de 13 Md£ avec le groupe pharmaceutique chinois CSPC Pharma Group sur les médicaments favorisant la perte de poids. Le fournisseur d'énergie britannique Octopus Energy a également annoncé la création d'une coentreprise avec PCG Power (Bitong Energy) qui permettrait des échanges jusqu'à 140TWh d'électricité verte par an d'ici 2030.

Enfin, la visite a permis de conclure des protocoles d'accords (MoU) pour faciliter l'accès des entreprises britanniques aux marchés chinois dans divers secteurs comme

les services (*Bilateral Services Partnership* et étude de faisabilité pour un *China-UK Trade in Services Agreement*), l'agroalimentaire (MoU sur la sécurité alimentaire visant à faciliter les formalités d'enregistrement auprès des douanes chinoises pour les fabricants britanniques), la distribution et les biosciences. Une réunion de travail sur les [services financiers](#), avec la participation de la secrétaire économique du Trésor Lucy Rigby et de 11 entreprises du secteur financier, a conduit à des annonces élargissant les possibilités d'opérations en RMB à Londres. Par ailleurs, la Chine suspendra l'obligation de visa pour les séjours touristiques et professionnels de moins de 30 jours pour les ressortissants britanniques.

En bref

- Sur la semaine, la livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint à 1,1573 € (+0,5 %). De même, la livre se déprécie légèrement par rapport au dollar américain et atteint 1,3660 \$ (-0,1 %).
- Au 2 février, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans augmente à 4,51 % (+1 pdb), comme le *gilt* à 30 ans qui atteint 5,27 % (+3 pdb).
- Ce 5 février, il est attendu que le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre maintienne son taux directeur inchangé à 3,75 %.
- La [Financial Conduct Authority](#) (FCA) a formellement signé l'accord de [concession](#) octroyant le marché pour développer un fournisseur de données consolidées pour les obligations (*bond consolidated tape*). Un recours en justice avait été déposé contre le choix du fournisseur (voir [Brèves n°45](#) en 2025) mais n'était pas suspensif.
- Le comité sur les services financiers de la Chambre des Lords lance une [commission d'enquête](#) sur les stablecoins pour en évaluer les risques et les opportunités, et pour analyser l'encadrement proposé par la Banque d'Angleterre et la FCA.
- La [FCA](#) lance une consultation pour aligner les obligations déclaratives en matière de développement durable des sociétés cotées sur les standards internationaux.
- Dans deux discours, les dirigeants de la Banque d'Angleterre (BoE) ont présenté les priorités de la BoE sur [les stablecoins et la tokenisation des actifs](#) et le [futur des systèmes de paiement](#).
- Le [Financial Times](#) rapporte que Starling Bank miserait sur la vente d'un logiciel propriétaire pour se développer sur le marché nord-américain.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'inflation accélère dans le secteur de la distribution, alimentée par le coût élevé de l'énergie et les hausses des cotisations patronales. Selon le [British Retail Consortium](#), l'inflation des prix en magasin a nettement accéléré en janvier, atteignant +1,5 % en glissement annuel (après +0,7 % en décembre), soit son plus haut niveau depuis février 2024. Cette hausse reflète principalement la diffusion des coûts élevés de l'énergie pour les entreprises et l'impact persistant de la hausse des cotisations sociales

patronales au printemps dernier, qui continuent de se répercuter sur les prix finaux. L'inflation des biens alimentaires progresse sensiblement, à +3,9 % après +3,3 %, ; elle pèse particulièrement sur les ménages les plus modestes et sur les anticipations d'inflation. Pour la première fois depuis le début d'année 2024, l'inflation des biens non alimentaires retourne en territoire positif (+0,3 % après -0,6 %). Ces signaux contrastent avec le scénario central de la Banque d'Angleterre, qui anticipe une désinflation progressive en 2026, et suggèrent des risques à court terme pour le pouvoir d'achat des consommateurs, déjà atone depuis la pandémie.

Finances publiques et fiscalité

Le gouvernement britannique accorde un allègement ciblé des *business rates* aux pubs et aux établissements de *live music* afin d'éviter des fermetures et des pertes d'emplois. Un dispositif temporaire de trois ans prévoit une baisse de 15 % des factures de *business rates* (cotisation foncière des entreprises) pour les pubs en Angleterre et au pays de Galles, pour un coût d'environ 80 M£ la première année. Selon les organisations professionnelles, près de trois quarts des pubs verront leurs impôts locaux diminuer ou se stabiliser, atténuant le choc lié aux premières revalorisations post-pandémie (voir [WCN n°2 de 2026](#)). En revanche, les restaurants, cafés et hôtels restent exclus du dispositif, alors même que leurs valeurs locatives et leurs factures ont également fortement augmenté. Le gouvernement s'est engagé à revoir la méthodologie d'évaluation des valeurs locatives, mais cette réforme ne produirait pas d'effets avant la fin de la décennie. À court terme, l'exécutif mise aussi sur des réformes de licences (horaires étendus) pour soutenir l'activité, tandis que l'opposition et les professionnels jugent ces mesures insuffisantes et essentiellement transitoires.

Le Trésor britannique engage une restructuration d'ampleur visant à réduire durablement ses effectifs, au prix de tensions internes et de risques sur les capacités de l'administration économique. D'après le Financial Times, le Trésor britannique prévoit de supprimer environ 300 postes d'ici 2030, sur un effectif total d'environ 2 100 agents, dans le cadre d'un effort plus large de réduction de 16 % des coûts de fonctionnement de l'administration publique. La stratégie repose principalement sur des départs volontaires et les non-remplacements, avec des indemnités pouvant atteindre 100 000 £ pour les agents les plus anciens, ainsi qu'un gel des recrutements externes sur les postes non essentiels. Cette réduction intervient après une décennie de forte croissance des effectifs, liée au Brexit et à la pandémie, qui avait porté le Trésor à un niveau de personnel historiquement élevé. Le FT rapporte toutefois que le climat social se dégrade, marqué par un moral bas, une rotation élevée des effectifs et des départs récents de cadres vers le secteur privé ou des autorités de régulation. Les syndicats alertent sur les risques de perte de compétences clés et n'excluent pas des actions collectives si les réductions de postes devaient dépasser le cadre volontaire. Plus largement, cette réorganisation illustre la volonté du gouvernement de contenir durablement la taille de la fonction publique, dans un contexte de contraintes budgétaires accrues et de priorités de discipline fiscale : le *Foreign, Commonwealth and Development Office* et le *Department for Business and Trade* ont également engagé des plans de réduction des effectifs, de respectivement 25 et 20 %.

Marché du travail

Une initiative soutenue par le gouvernement [propose](#) de réduire l'inactivité pour des raisons de santé en passant outre le système des « *fit notes* » (arrêts-maladie signés par un généraliste) au profit de plans de retour à l'emploi élaborés par les employeurs. L'initiative pilotée par Sir Charlie Mayfield vise à définir des standards pour les salariés souffrant de problèmes de santé de long terme (voir [WCN n°40 de 2025](#)). Le dispositif reposera sur des *stay-in-work plans* pour prévenir les arrêts-maladie et des *return-to-work plans* pour accompagner progressivement le retour après une absence prolongée, aujourd'hui encore peu répandus. L'objectif est de proposer une alternative crédible aux *fit notes* délivrées par les médecins généralistes, jugées inefficaces et trop systématiquement favorables aux arrêts de travail. Les ministres y voient un levier clé pour réduire le nombre de personnes durablement sorties du marché du travail pour raisons de santé (2,8 millions) et contenir les dépenses de prestations liées à la santé qui pourraient atteindre 100 Md£ d'ici la fin de la décennie. Le gouvernement pourrait encourager l'adoption de ces standards via des incitations, allant de la commande publique à des avantages fiscaux.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Lors de sa visite en Chine, le Premier ministre britannique Keir Starmer a déclaré vouloir aligner le Royaume-Uni plus profondément avec le [marché unique de l'UE](#), dans le cadre du « reset » des relations avec l'UE. S'il réfute tout retour complet dans l'union douanière ou la libre circulation des personnes, il souhaite une coopération sectorielle et progressive afin de réduire les frictions commerciales actuelles. Les négociations en cours entre l'UE et le Royaume-Uni pour un accord sanitaire et phytosanitaire et un accord pour le couplage des marchés de quotas carbone reflètent les déclarations du Premier ministre qui ambitionne une coopération encore « plus approfondie » sur l'accès au marché unique de l'UE, dans d'autres secteurs. Selon Politico, il pourrait s'agir des secteurs de la chimie, des cosmétiques et des appareils médicaux. Par ailleurs, K. Starmer a indiqué vouloir [relancer](#) les discussions avec la Commission européenne sur une participation britannique dans l'instrument financier de défense l'UE Security Action For Europe (SAFE), suite à l'échec des négociations ayant eu lieu en novembre 2025. À ce stade, la Commission n'a pas annoncé vouloir reprendre ces négociations. Enfin, K. Starmer se dit ouvert à un accord sur la [mobilité des jeunes](#) adossé à des plafonds et durées limites de séjour.

Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé un nouveau paquet de [sanctions](#) contre plusieurs individus et la *Law Enforcement Forces of the Islamic Republic of Iran* (FARAJA), ayant commis des violations des droits humains en Iran. Outre la FARAJA, les sanctions visent dix individus incluant le ministre de l'Intérieur, des chefs de la police et des membres de l'*Islamic Revolutionary Guard* (IRGC) qui seraient à l'origine des violences contre les manifestants en Iran et d'autres violations des droits humains.

Actualités financières

Réglementation financière

La FCA lance une revue sur l'impact de long terme de l'intelligence artificielle dans les services financiers de détail. Elle sera menée par Sheldon Mills, directeur exécutif de la FCA qui en présentera les conclusions à l'été. L'objectif est d'aider la FCA à conserver un rôle de premier plan dans l'encadrement de services financiers de plus en plus fondés sur l'IA. La revue analysera l'impact des usages émergents sur les consommateurs, la concurrence, les modèles d'affaires et la relation client, ainsi que les risques potentiels pour les marchés. Le régulateur précise que cet exercice ne modifie pas son approche réglementaire, qui reste fondée sur les résultats (*outcome-based regulation*) et technologiquement neutre. La FCA sollicite en revanche les contributions des acteurs du marché sur les opportunités et les risques liés à une IA plus performante, et sur la manière dont les cadres réglementaires existants pourraient évoluer. Les parties prenantes ont jusqu'au 24 février pour contribuer à cette revue.

La FCA appelle le secteur de l'assurance à contribuer à la réduction du « protection gap » au Royaume-Uni, à la suite de la publication d'un rapport intermédiaire sur les pratiques du secteur de la prévoyance (*pure protection*). Le régulateur estime que le marché fonctionne de manière satisfaisante pour les assurés existants, mais qu'une trop large partie de la population reste insuffisamment couverte. Selon la FCA, seuls 30 % des adultes britanniques détenaient un produit de prévoyance en 2024, alors même que les indemnisations ont dépassé 5,3 Md£ et que les taux d'acceptation des sinistres atteignent en moyenne 98 %. Le régulateur identifie un déficit de sensibilisation aux besoins, des frictions dans le parcours client ainsi que des contraintes de coût comme principaux facteurs du *protection gap*. La FCA sollicite des retours d'ici au 31 mars 2026, en amont de la publication de son rapport final au troisième trimestre 2026.

Marchés financiers

HSBC veut recentrer sa banque d'investissement à Hong Kong après être passée à côté du dynamisme des introductions en bourse (IPOs) l'an dernier. Michael Roberts, responsable des activités *corporate* et *institutional banking* au niveau mondial, explique au Financial Times vouloir accroître la part de marché du groupe sur le conseil en IPO. HSBC n'a été conseillère principale que sur une seule des plus de 100 introductions en bourse réalisées à Hong Kong en 2025, marquant le pas par rapport à ses concurrentes américaines et chinoises. En parallèle, la banque a cédé des activités de banque d'investissement au Royaume-Uni, en Europe et aux États-Unis pour se concentrer sur l'Asie et le Moyen-Orient.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr